

Un an de répression en Birmanie

samedi 27 septembre 2008, par [Reporters sans frontières \(RSF\)](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2008).

Dossier de presse préparé à l'occasion du premier anniversaire de la « révolution safran ».

Contribution de REPORTERS SANS FRONTIERES - septembre 2008

La libération le 23 septembre de sept prisonniers politiques, dont le célèbre journaliste Win Tin et quatre députés de la Ligue nationale pour la démocratie, ne doit pas occulter une réalité bien plus noire : il y a deux fois plus de prisonniers politiques aujourd'hui qu'avant la révolution safran. Des dizaines de procès sont en cours en Birmanie, dans des conditions contraires à tous les standards internationaux de justice. Les tribunaux se réunissent à l'intérieur même des prisons, les avocats n'ont pas accès aux dossiers et les juges travaillent directement sous l'autorité des militaires.

Après les grandes vagues d'arrestations du début des années 1990, la junte militaire est en train de mener une nouvelle saignée dans les forces vives du pays. Des centaines de moines, d'étudiants, de journalistes, de membres de la Génération 88 et de cadres des partis d'opposition risquent aujourd'hui de lourdes peines de prison pour avoir participé aux manifestations d'août et septembre, ou avoir dénoncé la répression qui a suivi.

Si Amnesty international a recensé plus de deux mille prisonniers politiques, ils sont peut-être le double ou le triple dans tout le pays : moines, militants politiques, défenseurs des droits de l'homme ou membres des minorités ethniques ou religieuses.

Après le désastre du cyclone Nargis, la communauté internationale a certes obtenu des visas pour des dizaines d'humanitaires, en revanche, la junte militaire n'a pas cédé sur son refus systématique d'accorder des visas de presse. Si des dizaines de journalistes ont réussi à entrer dans le pays pour recueillir des témoignages sur les événements de septembre, ils ont dû le faire avec des visas de tourisme qui ne garantissent aucune sécurité, mais surtout font prendre de grands risques à leurs contacts locaux.

Afin d'obtenir des informations indépendantes sur la situation en Birmanie, il est urgent que les autorités accordent des visas de presse aux envoyés spéciaux étrangers et cessent de harceler ceux qui aident les médias internationaux à informer sur la Birmanie.

La communauté internationale n'a pas non plus réussi à prévenir les arrestations et les procès qui touchent également ceux qui ont témoigné de l'incurie de la junte après le cyclone Nargis, en distribuant eux-même de l'aide. Ainsi, une dizaine de Birmans, dont le célèbre acteur Zarnagar, sont actuellement en procès au sein de la prison d'Insein pour avoir distribué de l'aide aux victimes dans le delta. Ils risquent une lourde peine de prison. Les autorités les accusent notamment d'avoir témoigné auprès d'une équipe de la BBC de la réalité de l'aide auprès des victimes.

Pour aller plus loin :

Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques (AAPPB) :

<http://www.aappb.org/>

The Irrawaddy : <http://www.irrawaddy.org/>

Democratic Voice of Burma : <http://www.dvb.no/>